



SNV

Assurer la salubrité alimentaire et la sécurité nutritionnelle pour tous : Comment la société civile plaide pour le changement

Ce manuel d'apprentissage présente les principales réussites du travail de plaidoyer du programme dans six pays du Partenariat Voix pour le Changement (Voice for Change Partnership, V4CP) dans les trois domaines connexes de : la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) ; la gestion des pertes après récolte (PPR) ; et la sécurité alimentaire. Un des aspects clés sur lesquels s'est concentré le Partenariat était le renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSCs) afin de plaider pour une augmentation des investissements publics et privés dans le secteur de l'alimentation et de l'agriculture.

L'objectif était non seulement d'assurer l'accès à une alimentation de qualité pour tous (et ainsi de contribuer à la santé et au bien-être des groupes les plus vulnérables), mais aussi de renforcer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles.

Ce manuel présente la manière dont le partenariat a mobilisé de larges alliances de groupes d'agriculteurs, d'ambassadeurs communautaires, de jeunes, de consommateurs et d'autres acteurs afin : d'influencer le développement et la mise-en-œuvre de politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle ; responsabiliser et engager les décideurs ; renforcer les capacités institutionnelles ; et créer un véritable élan

durable pour le changement.

Aperçu des interventions de promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Les choix personnels ne sont pas forcément à l'origine d'une mauvaise alimentation et de la malnutrition qui s'ensuit. La plupart des gens n'ont simplement pas accès ou ne peuvent se permettre une alimentation saine ou une nutrition de qualité [Rapport Mondial sur la Nutrition, 2020]

Partenaires OSC

Burkina Faso

- Agricultural Professionals Federation of Burkina (FEPAB)
- Agricultural Services Delivery Cooperative (COPSA-C)
- National Federation of Naam Groups (FNGN)
- National Union of Rice Producers in Burkina (UNPR-B)

Ghana

- Grameen Foundation Ghana
- Ghana Trade and Livelihood Coalition
- Northern Development Society
- Peasant Farmers Association of Ghana
- Shea Network Ghana

Honduras

- Asociación de organismos no gubernamentales
- Centro de Desarrollo Humano
- Federación de Organizaciones No Gubernamentales de Desarrollo
- Red de Desarrollo Sostenible

Indonésie

- KONSEPSI
- Transform
- Ayo Indonesia
- Bengkel Advokasi Pemberdayaan dan Pengembangan Kampung (Bengkel APPeK)
- Yayasan Pengkajian dan Pengembangan Sosial

Kenya

- Society of Crop Agribusiness Advisors (SACDEP)
- Consumer Unity & Trust Society (CUTS International)
- Sustainable Agriculture Community Development Programme (SOCAA)

Rwanda

- Rwanda Development Organization
- Caritas-Rwanda
- Imbaraga
- Action Pour le Development Rural Intégré
- Scaling Up Nutrition Alliance
- Rwanda Consumers Rights Protection Organization

contre la malnutrition chronique, il faut encore améliorer au **Rwanda** et au **Burkina Faso** la performance pour certains indicateurs clés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans les deux pays, les données révèlent que plus d'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent de retards de croissance. Parmi les priorités des OSCs soutenues par le V4CP au Rwanda, on défend le renforcement des denrées alimentaires de base afin d'augmenter leur valeur nutritive, et défendre les aliments divers et nourrissants. Le réseau a également coordonné un travail de plaidoyer destiné à augmenter la fourniture de services par le gouvernement et le secteur privé, et une augmentation budgétaire pour le secteur.

Au **Burkina Faso**, l'alliance OSC V4CP a plaidé pour une meilleure collaboration intersectorielle – y compris entre acteurs des secteurs de la santé, de l'agriculture, du transport, et de l'éducation – afin de garantir une réponse systémique au défi que représente la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les OSCs soutenues par le V4CP au Ghana se sont quant à elles concentrées sur comment « localiser » les politiques nationales en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les régions accusant un retard à l'aune d'indicateurs clés en la matière. Les OSCs partenaires ont facilité la mise sur pied et le renforcement de



Les OSC plaident pour une politique d'enrichissement des aliments au Rwanda.

Nutrition durable pour tous

Bien qu'ayant réalisé des progrès dans la lutte

structures de coordination sur la nutrition dans quatre Districts du Nord du Ghana touchés par

des niveaux élevés de retards de croissance chez les enfants.

Avec un indice de la faim de 13.2 et un rang de 59 au classement mondial, les OSCs [au](#)

Aperçu des réalisations V4CP

Rwanda: Diriger des travaux impliquant plusieurs acteurs qui ont abouti sur l'adoption d'un règlement national pour la fortification alimentaire en octobre 2019, rendant obligatoire d'augmenter la valeur nutritive d'aliments transformés clés.

Burkina Faso: Influencer les décideurs de haut niveau afin d'améliorer la coordination des programmes SAN, y compris l'adoption du tout premier accord multi-acteurs afin d'augmenter et de sécuriser des lignes budgétaires pour accélérer la modernisation des exploitations familiales.

Honduras: Contribuer à l'élaboration d'une stratégie alimentaire nationale, PyENSAN, et encourager la « localisation » de politiques SAN nationales par l'organisation de « mesas » (« tables ») au niveau municipal.

Ghana: Inciter à l'adoption d'objectifs nutrition dans sept programmes de développement au niveau du district, et à la création d'une plateforme de Gestion Post-Récolte multi-acteurs.

Kenya: Promouvoir la finalisation de normes nationales pour l'horticulture pour les fruits et légumes, et encourager l'adoption de quatre cadres politiques au niveau du comté concernant la salubrité du lait et les pertes post-récoltes.

Indonésie: Contribuer au développement et à la mise-en-œuvre de plans d'action SAN inclusifs au niveau sous-national, et faire entendre la voix des jeunes (adolescents et millennials) dans les activités de plaidoyer SAN.

[la planification pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau municipal](#) (qualifiées de « mesas municipales SAN ») en diffusant des données factuelles et en intégrant divers points de vue pour influencer les politiques SAN, les programmes et les allocation budgétaires au niveau national.

Selon des données officielles du gouvernement, pas moins de huit millions (environ 30%) des enfants en Indonésie souffrent de retards de croissance. Grâce notamment aux résultats d'une étude soutenue par l'IFPRI, les OSCs [indonésiennes ont contribué aux efforts du gouvernement pour réduire ce taux élevé](#) en plaidant pour le développement et la mise-en-œuvre de réglementations SAN inclusives au niveau sous-national.

Pertes post-récoltes

Dans le cadre de leur travail pour sensibiliser l'attention à la gestion des pertes post-récoltes (PPR), les OSCs au **Ghana** ont fondé une plateforme pluri-acteurs focalisée sur la région Upper West. Cette région est l'une des plus touchées par les pertes alimentaires, que l'on estime s'élever à 14-18% pour le maïs et les céréales. Les OSCs ont invité des acteurs du secteur privé et ont cherché à améliorer l'accès des petits exploitants agricoles à l'entreposage et à d'autres technologies PPR en mettant à profit l'expertise unique de chaque membre de la plateforme.

Au **Kenya**, on estime que les pertes post-récoltes pourraient [s'élever à non moins de 50% pour certaines cultures horticoles](#), en raison d'une mauvaise gestion et de mauvaises techniques d'entreposage. Parmi les actions entreprises par les OSCs du V4CP, on peut citer : une meilleure sensibilisation du public sur les impacts des PPR dans la chaîne de valeur de la pomme de terre ; l'incitation à la mise-en-œuvre de réglementations nationales pour la culture de la pomme de terre ; et l'inclusion des petits exploitants agricoles dans les processus de prises de décisions.

Sécurité alimentaire

Depuis longtemps, la mauvaise application des normes en termes de qualité pour l'alimentation au **Kenya** est source de préoccupations. Une étude menée par le partenaire IFPRI a révélé que [43% à 96% des échantillons de laits prélevés dans des sites sélectionnés dépassaient les](#)

[Honduras ont contribué à la revitalisation de l'organisation de tables rondes sur le thème de](#)

Les coalitions V4CP permettent d'encourager l'augmentation des investissements dans les domaines de priorité SAN

En dépit des contraintes budgétaires liées à la crise sécuritaire et à ses conséquences sur les budgets alloués aux différents ministères, le travail de plaidoyer réalisé par les OSCs du V4CP au Burkina Faso a débouché sur des résultats concrets. Le gouvernement a augmenté la part du budget alloué aux exploitations agricoles familiales de 6.58%, passant ainsi de CFA 15.2 milliards (EUR 230 millions) en 2018, à CFA 16.2 milliards (EUR 245 millions) en 2019. Grâce à leur travail aussi, les Conseils Régionaux ont augmenté les dépenses pour des semences améliorées, des engrais, de l'équipement, ainsi que des extensions agricoles pour les exploitations familiales. Le Ministère de l'Agriculture a reconnu publiquement le rôle du Partenariat à l'occasion des commémorations de la Journée Nationale des Paysans, et lors d'autres rencontres de haut niveau.

Au Rwanda, le travail de suivi du budget par les partenaires RDO, a permis aux OSCs de plaider avec succès pour une augmentation de la part du budget national dédiée à la SAN, passant de 1% à 1.3% (l'équivalent de EUR 62 millions supplémentaires).

niveaux microbiologiques sûrs. Il existe certes des contrôles effectifs et efficaces pour les secteurs d'exportation importants, tels que l'horticulture, mais tel n'est pas le cas pour les marchés locaux. Sur la base de cette étude ainsi que sur d'autres études connexes, la coalition V4CP a présenté un programme d'action aux responsables politiques au niveau du comté. Leur rôle a également été essentiel pour la création de groupes actifs de protection des consommateurs, ainsi que des plateformes pluri-acteurs chargées d'assurer une meilleure surveillance politique aux plus hauts niveaux. Ces efforts ont notamment pour objectif clé de garantir la création d'une autorité nationale de sécurité alimentaire globale afin de faire respecter efficacement les normes alimentaires.

« Il faut d'autant plus saluer l'initiative du panel de haut niveau qu'elle émane d'OSCs qui, dans leur rôle de contrôle citoyen des actions publiques, aident le gouvernement à davantage engager sa responsabilité auprès de ses citoyens. Ce dont nous avons besoin afin que les interventions pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle soient efficaces et productives et que l'on fasse meilleur usage des ressources publiques, c'est de repenser le modèle de coordination sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de déterminer quel ministère en est responsable. Notre gouvernement s'engage à poursuivre dans cette voie. Le président lui-même a souligné l'importance de cette entreprise. »

Mr. Simon Compaore, Ministre d'État,
Burkina Faso

Réalisations du V4CP

Diriger des plateformes pluri-acteurs afin de guider la formulation de politiques SAN, ainsi que leur mise-en-œuvre et leur suivi

Les alliances OSC soutenues par le V4CP ont joué un rôle clé dans le lancement ou le renforcement de collaborations multi-acteurs afin d'aborder les défis SAN dans les six pays. La collaboration avec l'IFPRI a notamment eu pour effet bénéfique immédiat de permettre aux partenaires OSC V4CP des six pays d'employer efficacement les données disponibles, tout en continuant à renforcer leurs propres capacités afin de produire également des données pertinentes à l'échelle locale. Ces analyses visaient notamment à identifier les lacunes dans les politiques, à plaider pour une augmentation des allocations budgétaires, et à mobiliser les investissements d'autres parties prenantes afin de traiter les priorités SAN.

Au **Rwanda**, les OSCs soutenues par le V4CP ont rassemblé le secteur privé, les médias ainsi que d'autres acteurs pour constituer l'Alliance de Fortification Nationale en 2017. L'une des étapes marquantes franchies par cette plateforme conjointe a été l'adoption d'une loi obligatoire de fortification alimentaire en 2019.

Les partenaires OSC au **Kenya** ont étroitement collaboré dans une campagne impliquant également le secteur privé, la recherche, ainsi que des agences gouvernementales afin de déployer la norme KS1758, la norme horticole nationale pour les fruits et légumes. Une collaboration similaire avec les acteurs de la chaîne de valeur des produits laitiers a favorisé la conception de politiques au niveau du comté couvrant la salubrité du lait et les pertes post-récolte, dont trois de ces politiques sont actuellement opérationnelles.

En Indonésie les OSCs ont contribué au développement de Plans d'Action Alimentation et Nutrition inclusifs dans quatre districts et deux provinces. Sous la houlette de partenariats pluri-acteurs, les alliances OSC soutenues par le V4CP ont travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements locaux, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap, ainsi que d'autres acteurs, afin de développer et de promouvoir ces réglementations.

Quant aux partenaires OSC [au Ghana, ils ont collectivement diffusé des données récoltées par l'IFPRI demandant des mesures décisives pour assurer l'intégration du paramètre PPR dans tous les programmes agricoles pertinents](#), ainsi que des initiatives politiques transversales, telles que « Planter pour l'Alimentation et l'Emploi », ainsi que des politiques du secteur des technologies agricoles du Ghana. En mettant en lumière ces questions, les plateformes de plaidoyer sont

parvenues à augmenter le niveau d'engagement des parlementaires, et garantir la priorisation des questions de PPR dans les programmes de développement au niveau des districts. Les OSCs soutenues par le V4CP ont également contribué à la création de la toute première Plateforme de Gestion Post-Récoltes, dont l'objectif est de coordonner les activités de sensibilisation parmi les agriculteurs et de généraliser la diffusion des technologies PPR appropriées.

Promouvoir le renforcement des capacités institutionnelles locales et la collaboration pour mettre en œuvre des programmes SAN inclusifs

En se concentrant sur l'influence des processus de planification SAN au niveau sous-national, ainsi que sur les cadres législatifs et politiques connexes à plus haut niveau, le Partenariat a joué un rôle essentiel pour inciter à une plus grande volonté politique et collaboration institutionnelle pour mettre en œuvre des politiques SAN et dégager des ressources pour les programmes SAN (voir encadré).

Au **Rwanda**, les OSCs V4CP ont joué un rôle clé pour améliorer l'efficacité et la responsabilité des structures SAN sous-nationales. Avec le soutien du V4CP, une évaluation de la fonctionnalité des Programmes actuels pour Éliminer la Malnutrition



Visite d'apprentissage et d'échange FNS au Rwanda, avec des OSC de six pays, SNV et IFPRI.

au niveau des Districts (DPEMs) a révélé que la coordination entre comités demeurait inefficace en raison, entre autres, du manque d'inclusivité, d'une mauvaise compréhension des causes locales de la malnutrition, et d'une coordination insuffisante aux niveaux plus élevés. Un an plus tard, cette collaboration a permis [aux DPEMs d'adopter une stratégie unifiée pour la nutrition](#), avec des objectifs spécifiques, des indicateurs de suivi, et un accent sur les questions de genre et l'inclusion sociale, ainsi que la coordination de différents groupes de parties prenantes. La stratégie couvre également le besoin d'augmenter les allocations budgétaires afin de mettre en œuvre les programmes décentralisés.

Au **Burkina Faso**, la recherche appuyée par les

Nouvelles Voix : les Millennials influencent les agendas SAN

Les générations qualifiées de centennials et de millennials représentent près d'un tiers (30%) de la population totale indonésienne de 238 millions d'habitants.

Par le biais d'une plateforme couvrant une large base baptisée « Millennials'Voice » (Voix des Millennials), le Partenariat a introduit une approche de plaidoyer orientée vers la jeunesse qui allie activités de plaidoyer par le numérique et les réseaux sociaux, avec l'organisation d'événements, de concours, et d'autres activités. L'un des principaux objectifs était de sensibiliser l'opinion sur les questions SAN et d'inciter les jeunes à un mode de vie plus sain. Ces campagnes ont également fourni une plateforme aux millennials et à d'autres jeunes, afin qu'ils puissent s'exprimer, parler de leurs besoins, de leurs idées et de leurs priorités par rapport aux sujets SAN.

La plateforme a aussi encouragé les entreprises sociales dirigées par des jeunes à se concentrer sur la communication pour un changement de comportement, des projets de recherche dirigés par des jeunes, sensibiliser l'opinion, ainsi que toute une série d'initiatives pour lutter contre les retards de croissance chez les enfants, et d'autres défis SAN.

collaborateurs de l'IFPRI a permis d'identifier qu'une coordination insuffisante entre les ministères de la Santé et de l'Agriculture (chacun ayant des politiques et institutions SAN parallèles) constituait un frein majeur à la lutte contre les taux élevés de malnutrition. La stratégie de plaidoyer des OSCs comportait notamment une [mission exploratrice au Bénin, pays voisin](#), afin d'apprendre des réussites du pays en termes de coordination intersectorielle. Suite à cette visite, qui a rassemblé des décideurs des deux ministères ainsi que des représentants du Bureau du Premier Ministre et de l'Assemblée Nationale, le gouvernement a créé un panel de haut niveau pour permettre aux acteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'envisager des modèles de coordination appropriés pour le Burkina Faso. Depuis, une première version du décret pour l'établissement du conseil de coordination a été rédigée.

Au **Honduras**, les OSCs du V4CP ont joué un rôle clé dans le renforcement des capacités thématiques et de sensibilisation des Tables Municipales SAN. Parmi leurs stratégies figurait un engagement avec les autorités municipales à un stade précoce, afin de les convaincre de la nécessité de politiques plus inclusives, surtout dans la région du sud du pays. Les OSCs ont également noué de solides liens avec d'autres alliances de représentation, comme les réseaux pour les femmes et la jeunesse, afin de faire entendre une pluralité de voix au sein de ces processus.

Grâce aux efforts des plateformes de représentations guidées par les OSCs au **Ghana**, les objectifs de nutrition ont été inclus dans sept Programmes de Développement à Moyen-Terme au niveau du district, et une [Équipe communautaire technique](#) sur la Nutrition représentant plusieurs acteurs a été fondée afin de superviser leur mise-en-œuvre.

Au **Kenya**, les OSCs soutenues par le V4CP ont joué un rôle clé et œuvré pour une application plus rigoureuse des réglementations sur la sécurité alimentaire aux niveaux nationaux et locaux. En se fondant sur [des analyses de rentabilité développées par la SNV pour le secteur laitier](#), les OSCs ont défendu le concept de paiements pour le lait basés sur la qualité, afin d'encourager la production et la consommation de lait sûr et de qualité. Grâce à cela, le comté de Nakuru a inclus les paiements pour le lait basés

sur la qualité dans son Programme Stratégique pour le Secteur Laitier. Tandis que le processus pour fonder une Agence Nationale globale pour la Sécurité Alimentaire est toujours en cours, des comités pour la sécurité alimentaire sont sur pied dans trois comités, et trois projets de politiques de sécurité alimentaire sont en cours de développement.

Mobiliser le savoir-faire et les investissements du secteur privé

Au **Kenya**, les collaborateurs OCSs ont coopéré étroitement avec les Chambres de Commerce et de l'Industrie Nationales du Kenya afin de sensibiliser l'attention aux questions de sécurité alimentaire en tant que valeur ajoutée essentielle pour l'agro-industrie. Dans le secteur laitier, la collaboration avec l'Association kényane des transformateurs laitiers a permis le lancement d'une communauté nationale de pratique afin de promouvoir l'auto-régulation par les industriels de la transformation du lait et d'autres acteurs. La plateforme a eu un rôle charnière pour déclencher un examen rigoureux des réglementations nationales de l'industrie du lait pour la salubrité du lait.

Au **Rwanda**, les industries agroalimentaires et d'autres acteurs du secteur privé ont activement contribué aux travaux impliquant divers acteurs qui ont abouti à l'adoption d'une loi nationale sur le renforcement alimentaire. Afin d'en assurer la conformité, les entreprises mettent sur pied des stratégies pour adapter leurs procédés de fabrication et de commercialisation, afin de garantir que davantage de consommateurs aient

accès aux produits fortifiés.

Au **Ghana**, grâce à l'implication d'acteurs du secteur privé dans des comités décentralisés pour la nutrition et dans des plateformes de défense des intérêts avec des acteurs impliqués dans les questions de PPR, leur rôle va se poursuivre durant la phase de mise-en-œuvre. Dans la municipalité de Nanumba par exemple, une entreprise privée a été sélectionnée pour entrer dans un partenariat avec le gouvernement et construire un entrepôt au niveau du district pour réduire les PPR.

Au **Burkina Faso**, les activités de plaidoyer du V4CP ont contribué à une meilleure harmonisation des priorités SAN, et à encourager le gouvernement à moderniser les petites exploitations agricoles (familiales) en fournissant un meilleur accès à la technologie et à l'information, aux fournitures agricoles, au financement, à l'assurance, et à d'autres instruments de soutien. On peut notamment citer comme réussite marquante le rôle qu'une collaboration entre OSCs, institutions de microfinance et gouvernementales a joué dans la [création de la Banque Agricole du Burkina Faso](#).

Liens entre les priorités SAN et d'autres priorités de développement durable

La sécurité alimentaire et nutritionnelle est intrinsèquement liée à d'autres priorités de développement durable, telles que la santé publique, l'égalité entre les sexes, la consommation et la production durables et la lutte contre le changement climatique.

Les OSCs au **Honduras** se sont efforcées de garantir que les processus politiques SAN étaient étroitement liés aux programmes de lutte contre le changement climatique, surtout dans la région du sud. Cette coalition a contribué à élaborer des processus de planification municipaux en participant au développement de lignes directrices et de politiques pour l'Égalité des sexes et l'Inclusion Sociale (GESI) afin d'intégrer et de généraliser les droits des minorités dans ces processus.

En **Indonésie** le programme V4CP s'est concentré sur les voix des jeunes, qui sont systématiquement exclus des planifications SAN et de leur mise-en-œuvre malgré que ce soit eux qui subissent le plus durement l'insécurité

Pour ne rien vous cacher, en tant que nouvelle entité récemment créée [l'Administration du Rwanda pour les denrées alimentaires et les médicaments], cela ne figurait pas parmi nos priorités. Mais comme l'ADECOR insistait, nous avons dû les écouter, et nous voilà maintenant en présence de cette réglementation. Je les félicite pour leur courage et leur patience.

[Dr. Charles Karangwa, Directeur-Général, Administration du Rwanda pour les denrées alimentaires et les médicaments]



OSC burkinabé travaillant sur FNS en visite d'échange au Bénin.

alimentaire et nutritionnelle. Le Partenariat V4CP a lancé la « Voix des Millennials », une [plateforme pour cette génération des milléniaux](#) et d'autres jeunes, pour qu'ils puissent exprimer leurs besoins, idées et priorités sur les sujets liés à la SAN (voir encadré).

Au **Kenya**, le soutien du V4CP a permis de créer des opportunités pour les représentantes des femmes agricultrices afin qu'elles soient plus présentes pour représenter les perspectives de genre dans l'élaboration de politiques agricoles et d'autres politiques pertinentes pour le secteur.

Quelles leçons tirer des activités de plaidoyer efficaces dans le secteur de la SAN ?

Une approche globale facilite le développement et la mise-en-œuvre de politiques SAN inclusives

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est un problème pernicieux qui exige une action

soutenue sur plusieurs fronts. Le processus pour l'adoption de réglementations pour promouvoir le renforcement alimentaire au **Rwanda** illustre l'importance de construire des alliances à l'échelle des systèmes pour mener au changement. Un vaste partenariat rassemblant des OSCs, les institutions gouvernementales et le secteur privé, préoccupé par la persistance de l'insécurité alimentaire des ménages malgré les efforts déployés pour combler les lacunes politiques, a mené une campagne nationale afin de sensibiliser l'attention des parties prenantes, et d'inciter les industriels de l'agroalimentaire à augmenter les investissements dans le renforcement alimentaire.

De même, la plateforme pour l'Alliance pour le Mouvement de lutte contre les retards de croissance (Genting) (lancée par les neuf OSCs V4CP indonésiennes en 2019) souligne l'importance que soient représentés une pluralité d'intérêts et de points de vue afin d'orienter la planification et la mise-en-œuvre SAN. La plateforme a contribué à réanimer l'agenda public sur les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle, et garantir l'inclusion de groupes importants, dont les femmes, les personnes vivant avec un handicap, et les jeunes.



Alijah Nachuwaa, un petit agriculteur ghanéen. Elle a amélioré ses techniques de perte après récolte grâce aux politiques préconisées par les OSC V4CP.

Pour passer de la recherche à l'action, il faut instaurer la confiance

Des données factuelles probantes ont la capacité de « déplacer des montagnes », à condition d'être bien formulées et présentées au bon public cible. Les décideurs sont plus confiants dans leurs choix d'élaborations de politiques lorsqu'ils disposent de données solides et bien documentées et il est ainsi plus probable qu'ils « joignent la parole à l'acte ». Dans les six pays, l'IFPRI a œuvré de manière déterminante pour soutenir les OSCs partenaires à construire un argumentaire infaillible pour faire des questions SAN une priorité politique.

Une fois que les données probantes sont collectées, et afin de faire des activités de plaidoyer une réussite, il faut encore déployer de considérables efforts afin de mobiliser les acteurs indispensables, et s'assurer de leur engagement sur le long terme. Le Partenariat a fait d'une de ses priorités de notamment s'assurer que les OSCs disposaient bien des compétences nécessaires pour comprendre et s'engager stratégiquement dans de telles dynamiques institutionnelles complexes.

Et c'était bel et bien le cas au **Burkina Faso**, où des représentants des législateurs, des ministères de la finance et de l'agriculture et des OSCs

sont parvenues à un accord sans précédent afin d'accroître les financements pour les petits exploitants. Chaque membre OSC de l'alliance SAN a dû déployer des efforts considérables pour obtenir l'accord du Président pour inclure les OSCs dans le conseil national pour la nutrition tout juste créé.

Au **Honduras**, les OSCs ont travaillé non seulement à produire des données probantes provenant des niveaux locaux et régionaux, mais ont aussi adopté une attitude proactive à coopérer avec les responsables politiques, en entretenant une communication et un partage de l'information constants entre les techniciens intermédiaires et les principaux décideurs.

Les OSCs au **Kenya** parviennent de mieux en mieux à aligner leurs activités de plaidoyer avec le calendrier du gouvernement du comté. Le rôle essentiel des OSCs à insister pour l'inclusion de la sécurité alimentaire et des objectifs PPR dans trois programmes de développement intégrés au niveau des comtés l'illustre bien. En outre, suite aux [activités de plaidoyer soutenues des réseaux de consommateurs](#), le Comité Consultatif de Protection des Consommateurs du Kenya (une agence gouvernementale) a fait de la sécurité alimentaire l'un de ses domaines prioritaires.

En **Indonésie**, les investissements V4CP réalisés dans la production de données exactes sur les lacunes SAN ont été salués par le gouvernement qui a reconnu l'alliance OSC comme partenaire crédible dans [les actions du pays pour éliminer les retards de croissance](#) ainsi que toute autre forme de malnutrition.

Au **Ghana**, après des difficultés de départ pour convaincre les représentants officiels principaux du gouvernement de prioriser les PPR dans les agendas politiques, [l'alliance V4CP a plutôt misé sur des activités de plaidoyer « soft »](#) pour obtenir l'engagement de membres du parlement responsables du suivi des Affaires pour l'Agriculture et le Cacao. En se basant sur des analyses économiques de l'IFPRI, le comité parlementaire est parvenu à exiger du Ministère pour l'Alimentation et l'Agriculture qu'il expose les étapes entreprises pour lutter contre les pertes post-récoltes.

(Mais) consolider les réussites et construire un cadre institutionnel propice prend du temps

Le succès que représente l'adoption d'une politique ne révèle pas les centaines, voire milliers d'heures consacrées à la production de données essentielles, avec l'engagement d'acteurs clés, et les changements de cap lorsque les objectifs initiaux ne sont pas atteints. Un changement prometteur peut également s'évaporer en un instant en cas de controverse politique, ou de changement de priorités politiques.

Au **Kenya**, les progrès significatifs pour faire avancer l'agenda SAN au niveau du comté ne se sont pas reflétés au niveau national. Plusieurs éléments déclencheurs, tels que l'augmentation des épidémies liées aux aliments, et le rejet du lait kényan par les pays voisins, ont suscité un débat public sur la sécurité alimentaire. Malgré tout, des pressions par des groupes d'intérêts particuliers ont bloqué les progrès sur des cadres politiques essentiels, tels que le Règlement national de l'Industrie du Lait et les Règlements Cultures, ou encore un système de paiement proposé basé sur la qualité du lait.

Quant au **Rwanda**, la création d'une structure de coordination au niveau du district ne représentait que la première étape d'un long processus pour garantir que ces institutions soient fonctionnelles et disposent de capacités suffisantes pour

comblent les lacunes SAN au niveau local. Il aura fallu plusieurs sessions de consultations facilitées par les OSCs avant que les acteurs des districts ne prennent des mesures pour, entre autres : renforcer la coordination au niveau des programmes district ; assurer une meilleure harmonisation avec les stratégies nationales SAN, et mettre en place un cadre solide de suivi et d'évaluation pour l'apprentissage et l'amélioration permanents.

Après avoir contribué efficacement au cadre politique national, PyENSAN, en 2018, les OSCs au **Honduras** avaient de fortes attentes pour que leur contribution aboutisse à de véritables progrès pour lutter contre les défis SAN persistants. Le manque d'action de la part des autorités nationales qui s'ensuivit a provoqué un changement de tactique du côté des OSCs pour se concentrer sur le niveau municipal afin d'amener le changement en partant du terrain.

Au **Burkina Faso**, malgré avoir obtenu l'engagement de plusieurs parties prenantes pour soutenir la transformation du secteur alimentaire et agricole, des budgets réservés aux exploitations agricoles familiales ont dû être réorientés en raison de la résurgence d'insurrections extrémistes.

L'épidémie de Covid-19 illustre concrètement comment de nouvelles menaces peuvent entraver les progrès, même lorsque la volonté politique semble acquise et que des politiques bien définies sont en place. Après les grandes réussites accomplies dans les six pays pour faire avancer l'agenda SAN, les alliances OSCs de représentation des intérêts réajustent leurs activités afin de garantir qu'un accès inclusif à une alimentation adéquate, sûre et nourrissante soit intégré aux 19 stratégies de reprise post Covid-19. Le lien entre la SAN, une population en bonne santé, et d'autres priorités de développement durable est certes indéniable. Pourtant, l'impact de la pandémie vient souligner, une fois de plus, le besoin crucial de réseaux habiles, performants et flexibles pour les activités de plaidoyer, capables de s'adapter à de nouveaux contextes politiques.

Partenaires OSCs

Burkina Faso



Honduras



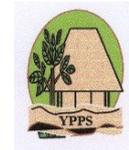
Kenya



Ghana



Indonésie



Rwanda



Aperçu du Partenariat Stratégique

Titre : Voice for Change Partnership (V4CP) (Partenariat Voix pour le Changement)

Partenaires : Ministère néerlandais des Affaires Étrangères (DGIS), Ambassades du Royaume des Pays-Bas, International Food Policy Research Institute (IFPRI), ainsi que 50 organisations de la société civile (OSCs) dans les six pays projet

Durée : Janvier 2016 - Décembre 2020

Le programme V4CP d'activités de plaidoyer sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle

L'accès à l'alimentation et à la nutrition réside au cœur de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et des Objectifs de Développement durable qui y sont liés (ODDs). Ayant bien conscience que chaque pays fait face à ses propres difficultés systémiques dans la recherche de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), le Partenariat a adopté une approche ascendante et axée sur la demande afin d'identifier ses priorités de plaidoyer dans les six pays.

En Indonésie, au Honduras, au Ghana, au Burkina Faso, et au Rwanda, on s'est concentré sur l'ODD cible 2.2, visant à mettre fin à toute forme de malnutrition, aboutir à des objectifs faisant l'objet d'accords internationaux sur les retards de croissance et l'émaciation des enfants, et répondre aux besoins nutritionnels des jeunes filles adolescentes, des femmes enceintes et allaitant et des personnes âgées.

Au Ghana et au Kenya les activités de plaidoyer ont mis l'accent sur la lutte contre le gaspillage alimentaire, en réduisant les pertes post-récoltes (PPR) tout au long de la chaîne de production et d'approvisionnement alimentaire (ODD 12.3). Dans les deux pays, les collaborateurs OSC ont également œuvré à contribuer à la Déclaration Malabo de l'Union africaine, qui appelle les états membres à réduire de moitié les pertes post-récoltes d'ici 2025.

En outre, au Kenya, le programme a abordé la question de l'accès inclusif à des denrées alimentaires saines tel que prévu dans l'ODD 2.1, ainsi que dans l'Article 43 de la constitution du Kenya, qui a pour but de garantir « une alimentation de qualité acceptable » à tous les citoyens.

SNV

La SNV est une organisation internationale de développement à but non-lucratif œuvrant pour le changement durable dans la vie des personnes vivant dans la pauvreté en les aidant à augmenter leurs revenus et leur améliorer l'accès à des services de base. Nous travaillons principalement sur trois domaines et maintenons une présence locale et de long-terme dans plus de 25 pays en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Notre équipe compte plus de 1,300 personnes et constitue la colonne vertébrale de la SNV.

IFPRI

L'Institut international de recherche en matière de politique alimentaire (International Food Policy Research Institute, IFPRI) apporte des solutions politiques fondées sur la recherche afin de réduire durablement la pauvreté et mettre un terme à la faim et à la malnutrition dans les pays en voie de développement.

Conseillers V4CP FNS par pays:

Didier Couliadiaty (Burkina Faso), Consolata Dassah (Ghana), Daisy Avila (Honduras), Yemi Patricia Solorzano Leiva (Honduras), Mei Juwita Orgenes Tatengkeng (Indonésie), Brenda Mareri (Kenya), Gloria Mbera (Kenya), Emmanuel Niyongira (Rwanda)

Pour plus d'information

Organisation de Développement des Pays-Bas SNV

Responsable contact : Mary Njuguna Kimwadu

Téléphone : +254 724 463355

E-mail : mnjuguna@snv.org

info@snv.org

www.snv.org

twitter.com/SNVworld

facebook.com/SNVworld

linkedin.com/company/snv

Décembre 2020

